



Communiqué sur l'organisation du prochain Congrès mondial des études sur le Moyen-Orient (WOCMES)

En tant que représentants des deux principales associations et institutions françaises consacrées aux études sur le Moyen-Orient et les mondes musulmans, nous ne pouvons rester indifférents face au processus qui a conduit à reporter la date du sixième Congrès mondial des études sur le Moyen-Orient (WOCMES) en 2023 et rouvrir les candidatures à son organisation.

Le Conseil consultatif international du WOCMES, au sein duquel nos institutions sont représentées, avait voté en février 2020 le principe de l'organisation du WOCMES 2022, à Tunis, sous la responsabilité de l'Université de la Manouba en collaboration avec les Universités de Tunis et Tunis El Manar. Après Mayence, Amman, Ankara et deux congrès en Espagne, il paraissait important que le WOCMES se tienne pour la première fois dans un pays du Maghreb, qui célèbre une décennie de transition politique décisive. Nous avons travaillé avec nos collègues tunisiens pour l'organisation d'une rencontre internationale ambitieuse, qui fasse la part belle aux nouvelles générations d'enseignants et de chercheurs dans la région et dans le monde, et qui ouvre de nouvelles voies de coopération et de partage entre les différentes rives de la Méditerranée.

Trois raisons nous poussent aujourd'hui à déplorer publiquement la décision récente remettant en cause la tenue de ce congrès à Tunis.

1. **Nous sommes fortement attachés à la défense de la liberté académique, sous toutes ses formes, en France et partout ailleurs.** Celle-ci concerne non seulement la liberté de circuler de tous, qui a justifié cette décision du conseil du WOCMES. Mais nous tenons à rappeler que la liberté académique recouvre également la liberté de travailler, sans censure ni autre forme de répression. De ce point de vue, nous continuons de considérer que le choix des universités de Tunis pour ce Congrès mondial des études sur le Moyen-Orient était l'une des meilleures façons de rendre hommage et de soutenir toutes celles et ceux qui se battent dans la région et dans le monde pour la liberté d'expression scientifique et académique.
2. **Nous sommes préoccupés par le signal que cette décision envoie au sein de la communauté académique internationale, en contribuant à dévaloriser encore plus le sens des engagements académiques collectifs.** Le conseil international consultatif du WOCMES a fait le choix d'interrompre brutalement le travail bénévole engagé depuis plus d'un an par nos collègues tunisiens pour la réussite de cette manifestation mondiale, dans un contexte déjà dégradé par les impacts majeurs de la pandémie du

COVID. Face à ce peu de considération et dans ces conditions d'incertitudes, qui prendra le risque de s'engager à nouveau dans l'organisation du WOCMES ?

3. **Il nous apparaît de ce fait urgent de restaurer ensemble les conditions nécessaires pour que l'organisation du prochain WOCMES se déroule de manière transparente et responsable.** Nous constatons que le fonctionnement actuel du conseil consultatif international du WOCMES repose actuellement sur une base juridique fragile. Il nous paraît indispensable d'apporter les modifications nécessaires pour garantir une plus grande transparence dans la prise de décision et le renouvellement de la composition du conseil, et promouvoir en son sein une représentativité accrue des différentes communautés savantes engagées au niveau international dans les études moyen-orientales. Nous demandons dans ces conditions une révision urgente du statut de ce conseil, du mode de désignation de ses membres et des règles de son fonctionnement.

Pour les bureaux du GIS Moyen-Orient et mondes musulmans et de la Société d'études du Moyen-Orient et des mondes musulmans (SEMOMM)

Myriam Catusse, CNRS, IREMAM Aix-en-Provence, présidente de la SEMOMM

Eric Vallet, Université de Strasbourg, directeur du GIS MOMM